Mobilier, voiture, téléphones... Mediapart dévoile les privilèges accordés à l'ex-président Sarkozy

PAR MATHILDE MATHIEU
ARTICLE PUBLIÉ LE SAMEDI 17 JANVIER 2015

Nicolas Sarkozy quitte l'Elysée après sa défaite en mai 2012 © *Reuters*

Malgré son retour à la tête de l'UMP, Nicolas Sarkozy conserve la quasi-totalité des moyens que l'État offre à ses anciens présidents. Mediapart les dévoile, jusqu'au moindre détail. Du loyer déboursé pour ses bureaux aux salaires de ses collaborateurs en passant par ses porte-manteaux ou autres lampadaires, les chiffres donnent le tournis.

Nicolas Sarkozy doit cacher bien des secrets d'État. Trois semaines après son départ de l'Élysée en mai 2012, l'État français, bonne mère, lui a payé un *« coffre fort »* (1 016 euros), un *« coffre de sécurité »* (1 074 euros) et une *« armoire forte »* (2 073 euros), aussitôt livrés dans les cossus bureaux de la rue de Miromesnil à Paris où l'ancien chef de l'État venait de poser ses guêtres.

Nicolas Sarkozy quitte l'Elysée après sa défaite en mai 2012 © *Reuters*

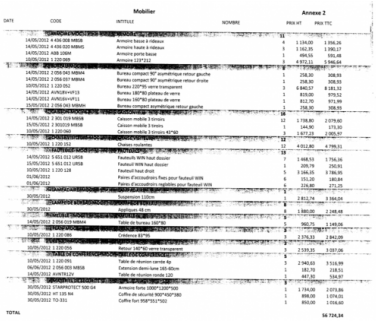
Le contribuable a aussi payé le déménagement (8 513 euros), de même que l'équipement de son repaire en lampadaires, canapé, fauteuils avec *« accoudoirs fixes et réglables »*, porte-manteaux, *« imprimante jet couleur »*, ordinateur de bureau, portable, *« smartphone »*, *« GSM »*, *« bureaux en verre transparent »*, etc. En tout, 56 724 euros d'achats.

Depuis lors, l'État règle le loyer de Nicolas Sarkozy à hauteur de 16 341 euros par mois, soit 196 092 euros par an, en toute légalité.

Tous les anciens présidents vivent en effet sous perfusion de la République depuis une décision de 1985 – **une simple lettre** – paraphée par le socialiste Laurent Fabius, alors premier ministre. Mais la nature et le coût exacts de ces largesses, estimées entre 1,5 et 2 millions d'euros annuels par tête de pipe, sont toujours restés confidentiels.

Alors que Nicolas Sarkozy a repris fin novembre les rênes du principal parti d'opposition, à mille lieues d'une retraite politique, Mediapart les dévoile aujourd'hui jusque dans le moindre détail.

Ci-dessous, l'inventaire du mobilier installé rue de Miromesnil en mai 2012 :



Mobilier — Annexe 2

DATE	CODE	INTITULE	NOMBRE	PRIX HT	PRIX TTC
[redacted]					
14/05/2012	4 436 008 MB08	Armoire haute à rideaux	4	1 134,00	1 356,26
14/05/2012	4 436 020 MBM5	Armoire haute à rideaux	3	1 162,95	1 390,17
14/05/2012	4BB 10MM	Armoire porte basse	1	494,55	591,48
10/05/2012	1 220 095	Armoire 119*232	3	4 972,11	5 946,64
[redacted]					
14/05/2012	2 056 042 MB04	Bureau compact 90° asymétrique retour gauche	1	258,30	308,93
14/05/2012	2 056 057 MBM4	Bureau compact 90° asymétrique retour droite	1	258,30	308,93
10/05/2012	1 220 054	Bureau 120*70 verre transparent	3	6 840,57	8 181,52
14/05/2012	AVRGB+VP13	Bureau 180*80 plateau de verre	1	819,00	979,52
14/05/2012	AVRGB+VP11	Bureau 160*80 plateau de verre	1	812,70	971,99
15/05/2012	2 056 040 MB04	Bureau compact asymétrique retour gauche	1	758,30	906,93
[redacted]					
14/05/2012	2 301 009 MB08	Caisson mobile 3 tiroirs	12	1 758,80	2 079,60
15/05/2012	2 301014 MB08	Caisson mobile 3 tiroirs	1	144,90	173,30
10/05/2012	1 220 060	Caisson mobile 3 tiroirs 82*60	3	1 677,23	2 005,97
[redacted]					
10/05/2012	1 220 152	Chaises modernes	12	4 012,80	4 799,51
[redacted]					
14/05/2012	1 651 012 UR08	Fauteuils WIN haut dossier	7	1 468,53	1 756,16
15/05/2012	1 651 012 UR08	Fauteuil WIN haut dossier	1	209,79	250,91
10/05/2012	1 220 128	Fauteuil haut dossier	5	3 346,35	3 786,95
01/06/2012		Pieds d'accoudoirs	6	151,20	180,84
01/06/2012		Pieds d'accoudoirs reglables pour fauteuil WIN	6	226,80	271,25
[redacted]					
30/05/2012		Suspension 110cm	1	2 812,74	3 364,04
[redacted]					
30/05/2012		Applique 48 cm	3	1 380,00	2 248,68
[redacted]					
14/05/2012	2 056 010 MB04	Table de bureau 160*80	5	960,75	1 148,06
[redacted]					
10/05/2012	1 220 085	Crédence 87*90	3	2 376,33	2 842,09
[redacted]					
10/05/2012	1 220 095	Armoire 119*232 verre transparent	3	2 539,35	3 037,06
[redacted]					
10/05/2012	1 220 091	Table de réunion carrée 80	1	2 940,63	3 516,99
06/06/2012	2 056 003 MB08	Extension demi-lune 185 40cm	1	182,70	218,51
14/05/2012	AVRTB12V	Table de réunion ronde 120	1	447,60	534,97
[redacted]					
30/05/2012	STAMPAD75CT 500 G4	Armoire forte 1000*1200*500	1	1 734,00	2 073,86
30/05/2012	HT 135 N4	Coffre de sécurité 950*400*380	1	898,00	1 074,01
30/05/2012	TO-331	Coffre fort 958*551*502	1	850,00	1 016,60
TOTAL					56 724,34

Toutes les données publiées par Mediapart, qui couvrent la période mai 2012 à décembre 2014, sont tirées de pièces officielles qu'un militant de la transparence, Raymond Avrillier, a obtenues du gouvernement mercredi 14 janvier, **après quatre mois d'attente et de recours**. Elles lui ont été transmises par le service de Matignon qui gère les privilèges dévolus aux trois "ex" (Giscard d'Estaing, Chirac et Sarkozy).

Fin 2014, plusieurs députés PS ont déjà dénoncé une *« utilisation* (de ces moyens) *à des fins personnelles »* et un conflit d'intérêts en ces termes : *« Au nom de quoi le contribuable français doit-il être le complice du retour caricatural du chef* (Sarkozy) *»* ? En tant qu'ancien président (il s'était augmenté son salaire de 170 %), Nicolas Sarkozy sera de toutes façons bénéficiaire d'une indemnité de 6 000 euros à vie.

• Une caverne d'Ali Baba rue de Miromesnil : 570 000 euros depuis 2012

On découvre aujourd'hui que l'État a déboursé précisément 215 392 euros en 2014 pour la location de ces bureaux et leur entretien. Dans la liste : frais de nettoyage, électricité, *« dépenses informatiques »*, copieurs, papier, timbres, machines à affranchir... Nicolas Sarkozy, lui, s'affranchit peu des mamelles de l'État puisqu'en 2013, une note de *« blanchissage »* de 284 euros a même été prise en charge. Côté communication, on relève encore 11 119 euros de factures de téléphones mobiles, plus 4 720 pour des fixes.

Sur deux ans et demi (achat du mobilier compris), l'addition de la rue de Miromesnil dépasse ainsi les 570 000 euros. Et dire que Nicolas Sarkozy déclarait encore **en octobre dernier**, à propos du RSA (revenu de solidarité active) et de *« l'assistanat »* : *«Est-ce que toute allocation doit avoir comme contrepartie une activité ? Pour moi la réponse est oui. »*

Ci-dessous, la liste de ses frais de fonctionnement :

Cabinet de Monsieur Nicolas Sarkozy — Annexe 1

ENVELOPPE DE FONCTIONNEMENT 2014

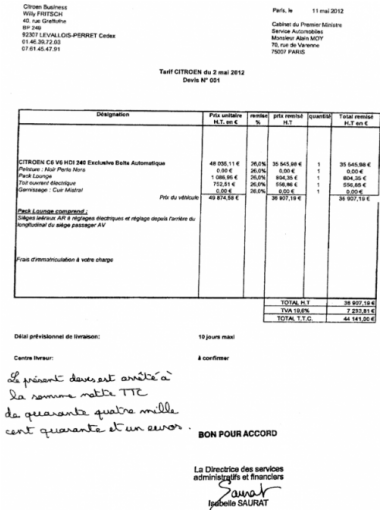
Consommations cumulées au 31 octobre 2014	Nature	Consommation au 31/12/2012	Consommation au 31/12/2013	Consommation au 31/10/2014
Effectifs	Nombre d'emplois autorisés (ETPT)			
	Effectifs mis à disposition (remboursement titre 2)			
	Effectifs mis à disposition (remboursement titre 3)			
Masse salariale	Masse salariale relative aux ETPT			
	Masse salariale effectifs mis à disposition titre 2 (remboursements et délégations de gestion)			
	Masse salariale effectifs mis à disposition titre 3 (remboursements)			
	Collaborateurs occasionnels			
	TOTAL MASSE SALARIALE	-	-	-
Stagiaires	NOMBRE (EN MOIS)			
	Allocations			
Crédits limitatifs	Frais de représentation			
	Frais de déplacements			
	Séminaires-autres dépenses-sub-estiens			
	Etudes			
	Abonnements et documentation			
	Ouvrages			
	Presse			
	Abonnements spécialisés			
	Autres dépenses logistiques	**93 886**	**11 721**	**6 211**
	Mobilier	55 186		
	Fournitures de bureau	1 347	469	356
	Papier	94	603	209
	Frais de correspondance (affranchissement + autres frais postaux + location machines à affranchir)	-	8 426	3 950
	Frais de traduction			
	Copieurs (coûtés au volume)			
	Travaux d'impression	742	323	535
	Travaux d'impression INIA			
	Travaux réalisés avec les copieurs SIG			
	Blanchissage	-	284	
	Transports de biens et déménagements	8 513		
	Autres achats non stockés	21 576		
	Autres prestations logistiques	6 628	1 616	1 302
	Dépenses automobiles	-	**6 561**	**5 301**
	Carburant		5 349	4 046
	Gestion de la flotte automobile		1 212	1 254
	Autres dépenses automobiles			
	Dépenses informatiques et de télécommunications	**42 329**	**29 547**	**51 354**
	Téléphonie mobile	4 700	14 595	11 119
	Téléphonie fixe	12 066	10 606	4 720
	Copieurs (location et copie)	1 597	4 347	11 859
	Consommables informatiques			
	Abonnements en ligne et informations dématérialisées			
	Logiciels spécifiques			
	Autres dépenses informatiques	23 966		23 657
	TOTAL CREDITS LIMITATIFS	**136 215**	**47 829**	**62 866**
Coûts complets	**Dépenses immobilières**	**64 855**	**234 644**	**214 665**
	Loyer/loyer budgétaire	54 851	222 965	196 092
	Entretien immobilier			10 230
	Franco-cuisines			
	Eau			
	Electricité		4 950	4 167
	Gaz			
	Chauffage			
	Nettoyage des locaux	7 615	6 729	4 167
	Gardiennage + accueil	2 389		
	Entretien parcs et jardins			
	Opérations immobilières			
	Autres dépenses logistiques			
	Dépenses automobiles			
	Acquisition de véhicules automobiles			
	Utilisation du pool auto			
	Dépenses informatiques et de télécommunications	-	11	727
	Achat et entretien de matériels et logiciels bureautiques			718
	Achat et entretien de matériels téléphoniques (réseaux et postes)		11	9
	Coût d'hébergement et de fonctionnement des sites web			
	Coûts d'accès à internet et aux autres réseaux			
	Achat et entretien de matériels et logiciels d'infrastructure			
	Autres dépenses informatiques			
	TOTAL COÛTS COMPLETS	**64 855**	**234 655**	**215 392**

• La citroën de collection :

Le modèle de limousine fourni par l'Etat à N. Sarkozy

Depuis mai 2012, le conférencier Sarkozy, traditionnel pourfendeur des déficits publics, roule en C6V6 HDI Exclusive, *« la dernière limousine française haut de gamme »* (dixit *La Tribune*). La facture adressée à l'État révèle que cette voiture a été achetée 44 141 euros à un vendeur Citroën de Levallois-Perret (Hauts-de-Seine), cinq jours seulement après la défaite de Nicolas Sarkozy à la présidentielle, et qu'elle a été

agrémentée d'un *« toit ouvrant électrique »* et d'un *« pack lounge »*. Évidemment, l'ancien président ne paie pas son carburant lui-même (4 046 euros par an, 5 301 euros d'entretien).



Citroen Business
Willy FRITSCH
40, rue Greffulhe
BP 246
92307 LEVALLOIS-PERRET Cedex
01.46.39.72.00
07.61.45.47.91

Paris, le 11 mai 2012

Cabinet du Premier Ministre
Service Automobiles
Monsieur Alain MOY
70, rue de Varenne
75007 PARIS

Tarif CITROEN du 2 mai 2012
Devis N° 001

Désignation	Prix unitaire H.T. en €	remise %	prix remisé H.T	quantité	Total remisé H.T en €
CITROEN C6 V6 HDI 240 Exclusive Boîte Automatique	48 055,11 €	26,0%	35 545,98 €	1	35 545,98 €
Peinture : Noir Perla Nera	0,00 €	26,0%	0,00 €	1	0,00 €
Pack Lounge	1 086,95 €	26,0%	804,35 €	1	804,35 €
Toit ouvrant électrique	703,91 €	26,0%	556,86 €	1	556,86 €
Garnissage : Cuir Matral	0,00 €	26,0%	0,00 €	1	0,00 €
Prix du véhicule	49 874,58 €		36 907,19 €		36 907,19 €
Pack Lounge comprend : Sièges avéreux AR à réglages électriques et réglage depuis l'arrière du longitudinal du siège passager AV					
Frais d'immatriculation à votre charge					
			TOTAL H.T		36 907,19 €
			TVA 19,6%		7 237,81 €
			TOTAL T.T.C.		44 145,00 €

Délai prévisionnel de livraison: 10 jours maxi

Centre livreur: à confirmer

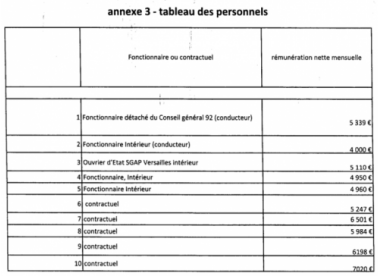
Le présent devis est arrêté à la somme nette TTC de quarante quatre mille cent quarante et un euros.

BON POUR ACCORD

La Directrice des services administratifs et financiers
Isabelle SAURAT

• Salaires de ses collaborateurs : 660 000 euros net par an

Ce ne sont pas les cinq fonctionnaires d'État mis à disposition qui coûtent le plus cher, mais les cinq conseillers contractuels rémunérés entre 5 247 euros et 7 020 euros en net par mois, recrutés au bon vouloir de Nicolas Sarkozy. Il est bien possible que le plus gros salaire revienne à la demi-sœur de Carla Bruni, Consuelo Remmert, *« conseillère diplomatique »* chargée de vendre les conférences du patron aux banquiers et dirigeants du monde.



annexe 3 - tableau des personnels

	Fonctionnaire ou contractuel	rémunération nette mensuelle
1	Fonctionnaire détaché du Conseil général 92 (conducteur)	5 339 €
2	Fonctionnaire Intérieur (conducteur)	4 000 €
3	Ouvrier d'Etat SGAP Versailles intérieur	5 110 €
4	Fonctionnaire, Intérieur	4 950 €
5	Fonctionnaire Intérieur	4 960 €
6	contractuel	5 247 €
7	contractuel	6 501 €
8	contractuel	5 984 €
9	contractuel	6198 €
10	contractuel	7020 €

© SGG

En extrapolant sur deux ans et demi, on peut estimer qu'environ 1,6 million d'euros a ainsi été encaissé par la fine équipe (avec un coût encore plus lourd pour l'État, qui assume toutes les charges sociales).

Dans l'absolu, il faudrait aussi compter les traitements des policiers assurant la protection de l'ancien chef d'État, que Matignon a occultés des documents transmis à Raymond Avrillier, estimant que la *« divulgation* (de telles informations) *porterait atteinte à la sécurité de Monsieur Nicolas Sarkozy »*. Impossible de savoir combien ils sont.

Au passage, on notera que le chauffeur fourni par le ministère de l'intérieur (4 000 euros mensuels) alterne bizarrement au volant avec un collègue détaché du conseil général des Hauts-de-Seine (5 339 euros), que Nicolas Sarkozy a dirigé de 2004 à 2007, et où son fils Jean siège comme vice-président.

Questionnée jeudi 15 janvier sur le renoncement à ces avantages, la conseillère en communication de Nicolas Sarkozy explique que son patron, désormais à la tête de l'UMP, va conserver ses locaux de Miromesnil. *« Il reste ancien président*, argue Véronique Waché. *La circulaire de 1985 s'applique donc comme pour Chirac et Giscard. Il travaille trois jours par semaine à l'UMP et deux jours rue de Miromesnil, où sont organisés des rendez-vous non politiques avec des personnalités diplomatiques ou de la société civile, qui ne viennent pas voir le président de l'UMP mais l'ancien chef d'État. » « Pour qu'il n'y ait pas d'ambiguïtés »*, l'organisation a été *« doublée »* (un directeur de cabinet de chaque côté, deux secrétariats, etc.).

Si l'on comprend bien, Nicolas Sarkozy garde tous ses collaborateurs de la rue de Miromesnil à l'exception de Véronique Waché, qui *« quitte son poste et change d'employeur pour basculer à 100 % sur l'UMP »*. L'État continuera en particulier de rémunérer la *« conseillère diplo »*, Consuelo Remmert, *« parce qu'il y a des fonctions de représentation diplomatique à assurer »*. Quant à Michel Gaudin, le directeur de

cabinet côté Miromesnil, Véronique Waché assure qu'*«il estpréfet à la retraite »* et qu'il ne plombe donc pas *«l'enveloppe ancien président »*.

Frédéric Péchenard et Brice Hortefeux en réunion rue de Miromesnil, le 19 septembre, à Paris. *© TF1/Sept à Huit*

Après dépouillement de ces documents, Raymond Avrillier, lui, ne compte pas en rester là. Il estime *« raisonnable »* de conserver à Nicolas Sarkozy ses *« moyens de protection, dont la voiture peut faire partie »*, de même qu'*« une ou deux secrétaires pour répondre au courrier ». « Mais pour le reste, depuis qu'il a été élu président de l'UMP, la question se pose de l'usage de cet argent public à des fins politiques. »*

[[lire_aussi]]

Raymond Avrillier rappelle ainsi qu'un parti n'a pas le droit de bénéficier de dons ni d'avantages en nature de la part d'une personne morale (association, collectivité, entreprise, etc.). *« En l'occurrence*, pointe-t-il, *le président de l'UMP reçoit de l'argent du secrétariat général du gouvernement. L'État est-il encore, dans tous les sens du terme, une personne morale ? »*

L'ancien élu de Grenoble compte bien interpeller la Commission nationale des financements politiques (CNCCFP), chargée de vérifier les comptes des partis, *« sur la régularité de ce financement ». « Ne faudrait-il pas comptabiliser une partie des avantages de Nicolas Sarkozy dans les recettes du parti ? »* lance Raymond Avrillier. Quid par exemple de ses déplacements ?

Pour rappel, la décision de 1985 de Laurent Fabius offrait aux anciens présidents *« la gratuité pour eux-mêmes et leur conjoint sur l'ensemble des réseaux publics ferroviaires, aériens et maritimes, dans la meilleure classe »*, pour aller à Doha ou Pékin, au cap Nègre ou à Varennes.

 # Voir sous l'onglet Prolonger les détails de la procédure engagée par Raymond Avrillier pour obtenir ces documents

Directeur de la publication : Edwy Plenel
Directeur éditorial : François Bonnet
Le journal MEDIAPART est édité par la Société Editrice de Mediapart (SAS).
Durée de la société : quatre-vingt-dix-neuf ans à compter du 24 octobre 2007.
Capital social : 32 137,60€.
Immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS. Numéro de Commission paritaire des publications et agences de presse : 1214Y90071.
Conseil d'administration : François Bonnet, Michel Broué, Gérard Cicurel, Laurent Mauduit, Edwy Plenel (Président), Marie-Hélène Smiéjan, Thierry Wilhelm. Actionnaires directs et indirects : Godefroy Beauvallet, François Bonnet, Gérard Desportes, Laurent Mauduit, Edwy Plenel, Marie-Hélène Smiéjan ; Laurent Chemla, F. Vitrani ; Société Ecofinance, Société Doxa, Société des Amis de Mediapart.
Rédaction et administration : 8 passage Brulon 75012 Paris
Courriel : contact@mediapart.fr
Téléphone : + 33 (0) 1 44 68 99 08
Télécopie : + 33 (0) 1 44 68 01 90
Propriétaire, éditeur, imprimeur et prestataire des services proposés : la Société Editrice de Mediapart, Société par actions simplifiée au capital de 32 137,60€, immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS, dont le siège social est situé au 8 passage Brulon, 75012 Paris.
Abonnement : pour toute information, question ou conseil, le service abonné de Mediapart peut être contacté par courriel à l'adresse : serviceabonnement@mediapart.fr. Vous pouvez également adresser vos courriers à Société Editrice de Mediapart, 8 passage Brulon, 75012 Paris.